

Le monde sociopolitique autochtone au Québec d'avril à octobre 2014

Geneviève Beaudet

Volume 44, Number 1, 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1027890ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1027890ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (print)

1923-5151 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Beaudet, G. (2014). Le monde sociopolitique autochtone au Québec d'avril à octobre 2014. *Recherches amérindiennes au Québec*, 44(1), 137–139.
<https://doi.org/10.7202/1027890ar>

LE MONDE SOCIOPOLITIQUE AUTOCHTONE AU QUÉBEC D'AVRIL À OCTOBRE 2014

Geneviève Beaudet

CETTE PÉRIODE est marquée par le jugement *William* suivi de la Déclaration de souveraineté territoriale du Conseil de la Nation atikamekw, et par une forte mobilisation en faveur de la mise sur pied d'une commission d'enquête sur les femmes autochtones disparues et assassinées. D'autre part, le dépôt de la loi controversée sur l'éducation des Premières Nations, qui a suscité beaucoup de débats internes, a mené à la démission du chef national de l'Assemblée des Premières Nations (APN), Shawn Atleo. Finalement, les communautés autochtones sont toujours très actives pour ce qui est de la protection de leur territoire, et de nombreuses actions légales, médiatiques, politiques et citoyennes sont en cours.

JUGEMENT *WILLIAM* ET DÉCLARATION DE SOUVERAINÉTÉ DES ATKAMEKW

Le 27 juin, la Première Nation de Tsilhqot'in gagne son procès contre la Colombie-Britannique et obtient le droit de gestion de son territoire ancestral à la Cour suprême (jugement *William*). Ce jugement apporte un « vent d'espoir » dans toutes les communautés autochtones du Canada qui luttent pour obtenir les outils nécessaires au développement économique et au développement de l'emploi pour leurs membres, ainsi que pour la protection de l'environnement sur leur territoire en fonction de leurs valeurs et pratiques culturelles. Au Québec, le 8 septembre, la Nation atikamekw affirme ses droits ancestraux et déclare sa souveraineté sur son territoire en Haute-Mauricie.

ÉDUCATION

Le bras de fer continue entre le gouvernement Harper et les Premières

Nations (PN) concernant le projet de loi sur l'éducation, un enjeu crucial pour les communautés autochtones en pleine croissance démographique. La pression est forte et l'Assemblée des Premières Nations du Canada est très divisée, ce qui entraîne la démission du chef national Shawn Atleo le 2 mai 2014. Le chef régional du Québec-Labrador, Ghislain Picard, nommé chef par intérim, entre dans la course à la chefferie. Entre-temps, certains chefs autochtones se font traiter de « chefs voyous » par le ministre des Affaires autochtones Bernard Valcourt car ils menacent de « paralyser l'économie canadienne s'il n'y a pas plus de consultations » (Rennie 2014). Le gouvernement s'appuie ensuite sur une étude de l'Institut Fraser pour justifier sa position, laquelle est immédiatement décriée par le Conseil en éducation des Premières Nations qui en déplore le manque de sérieux (CEPN 2014). Pendant ce temps, les programmes d'études autochtones universitaires « explosent » à Montréal (Hele 2014).

FEMMES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES

D'avril à octobre, de nombreuses organisations de différentes allégeances politiques¹ demandent au gouvernement fédéral de mettre sur pied une commission d'enquête sur les femmes autochtones disparues et assassinées, et deux campagnes de pétition sont organisées². Du 30 septembre au 4 octobre, plusieurs marches et vigiles sont organisées dans différentes villes du Québec. « Ce n'est pas un problème autochtone, mais un problème canadien », déclare Kiera Ladner, professeur de sciences politiques à l'Université du Manitoba (Davis 2014).

UNITÉ, POLITIQUE ET GOUVERNANCE

En mai, les chefs des neuf communautés innues se rencontrent pour un pré-sommet de la nation et, le 27 juin (Tremblay 2014), ils conviennent de la création d'un forum permanent avec le gouvernement du Québec. En juin également, la présidente de l'Association des femmes

autochtones du Canada, Michèle Audette, devient candidate pour le Parti libéral du Canada.

Le 31 juillet, la mise en vigueur de la Loi sur la transparence financière des Premières Nations occasionne des débats publics plutôt antipathiques sur le salaire des élus autochtones, dont le travail est incorrectement comparé à celui des élus municipaux. Le chef national de l'APN par intérim, Ghislain Picard, rétorque que le gouvernement fédéral devrait lui aussi faire preuve de transparence et « rendre compte de ses dépenses et des résultats qui en découlent – ou de l'absence de résultats » (Picard 2014).

AGRANDISSEMENT DES « TERRITOIRES RÉSERVÉS »

En mai, les Cris d'Oujé-Bougoumou obtiennent une reconnaissance d'existence longuement attendue et deviennent membres de la Convention de la Baie James et du Nord québécois. D'autre part, de nombreuses communautés espèrent agrandir le territoire de leur réserve car ils sont trop à l'étroit. C'est ce que tente de faire le Conseil de bande de Mashteuiatsh, ce qui entraîne des débats houleux à Roberval, et le chef Gilbert Dominique doit lancer un appel au calme. Les Hurons-Wendats, de leur côté, réfléchissent à ce qu'ils vont faire de leur nouveau territoire récemment cédé, alors qu'à Kahnawake, le Conseil de bande essaie de résoudre le problème en expulsant les « non-autochtones », ce qui est loin de faire consensus (voir Gabriel 2014).

EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

FORESTERIE

En mai, les Cris d'Eeyou Itschee organisent une conférence de concertation sur la foresterie durable avec des représentants du gouvernement et de l'industrie. En août, les Malécites de Viger annoncent un accord de partenariat avec la MRC des Basques (Bas-Saint-Laurent) pour la création d'un nouveau parc récréotouristique interrégional. En septembre, les Atikamekw, après leur déclaration de

souveraineté, exaspérés par l'attitude de non-consultation des compagnies forestières (et ce, malgré leur attestation aux normes du Forest Stewardship Council), lèvent le ton et déclarent qu'aucune entreprise forestière ne pourra exercer d'activités sur leur territoire sans leur consentement

URANIUM, FER ET APATITE

En août, les Cris d'Eeyou Itschee, après une large consultation de leurs communautés, décident unanimement de refuser l'exploration de l'uranium sur leur territoire, et la compagnie Strateco Ressources doit démanteler ses installations préliminaires au nord de Mistassini (Nicholls 2014). En septembre, les chefs de l'APNQL adoptent une résolution similaire pour l'ensemble de leurs territoires (APNQL 2014). De leur côté, les Innus d'Uashat mak Mani-Utenam et de Schefferville revendiquent des sommes importantes auprès de plusieurs grosses compagnies qui exploitent les ressources sur le territoire ancestral depuis plusieurs années sans avoir signé d'entente avec eux comme, par ex., l'Iron Ore (poursuite en cour), l'IOC/Rio Tinto Alcan (action des « Pierres de la honte »), sans oublier l'enjeu de l'installation de la mine Arnaud (apatite) en plein cœur de Sept-Îles.

ÉLECTRICITÉ

Du côté d'Hydro-Québec, deux ententes sont signées : l'une avec le Conseil de bande d'Uashat mak Mani-Utenam (entente de principe qui ne fait pas l'unanimité) pour l'achèvement du projet de La Romaine (ITUM 2014), et l'autre avec les trois communautés micmaques pour le développement d'un parc éolien.

PÊCHERIES

En avril à Mashteuiatsh, des mesures d'harmonisation sont nécessaires pour aménager la cohabitation entre les pêcheurs sportifs et les pêcheurs traditionnels sur le lac Piékuagami (lac Saint-Jean). En juin, les Hurons-Wendats exercent leurs droits de pêche sur la rivière Malbaie sans attendre l'autorisation officielle gouvernementale. En août, les Abénaquis

d'Odanak lancent le projet Perchaude en collaboration avec le ministère de la Faune, des Forêts et des Parcs du Québec et réaménagent un cours d'eau afin de faciliter l'accès des perchaudes du lac Saint-Pierre à l'une de leurs frayères ; la perchaude étant dans un état critique, un moratoire sur la pêche est en vigueur jusqu'en 2017.

PÉTROLE

Alors qu'en Colombie-Britannique, les communautés autochtones semblent avoir eu raison – du moins temporairement – du projet d'oléoduc Northern Gateway, les communautés mohawks du Québec accumulent les actions contre les deux projets d'oléoducs pour l'Est canadien (construction du pipeline Transcanada Est et inversion du pipeline Enbridge). Le 14 juin, les membres de la communauté de Kahnawake reçoivent officiellement les marcheurs de la « Marche des peuples pour la Terre-Mère »,

une marche citoyenne contre les oléoducs et les hydrocarbures, partie de Cacouna le 10 mai, 700 km plus loin. Le 28 juin, une « marche de solidarité avec la Marche pour la guérison des sables bitumineux en Alberta » est organisée à Montréal par trois femmes : Denise Nadeau (Salish/Mohawk), Rita Wong (Salish) et Cecilia Chen (Mohawk). Le 3 septembre, le « People's Climate Tour » fait un arrêt à Montréal et invite l'activiste mohawk Ellen Gabriel à prendre la parole.

La protection de l'eau du fleuve Saint-Laurent et de ses habitants en préoccupe plusieurs. En avril, les Malécites exigent publiquement d'être consultés dans le projet du port pétrolier. En juillet, lorsque le Grand Chef de Wendake déclare s'opposer à un moratoire sur l'exploitation pétrolière dans le golfe du Saint-Laurent, les chefs des communautés innues et micmaques, réunies dans une nouvelle alliance pour la protection de

Forum social des Peuples 2014

Plus de 5000 personnes du Québec, du Canada et des Premières Nations se sont rassemblées au Forum social des peuples à l'Université d'Ottawa du 21 au 24 août. La majorité des participants étaient issus de la société civile, soit des mouvements sociaux, des groupes écologistes, des associations étudiantes ou des syndicats. On estime qu'entre 200 et 300 personnes étaient issues des Premières Nations de différentes provinces et territoires, certains en tant que membres de leur conseil de bande, d'autres en tant que membres d'organisations militantes*.

Une trentaine d'ateliers ont été présentés par des membres des Premières Nations sur des sujets très variés : Arbre de vie / protection des sites sacrés / spiritualité ; conditions de vie / logement / violence dans les communautés / femmes disparues et assassinées ; décolonisation / anti-oppression / réappropriation culturelle ; enjeux de la recherche autochtone / histoire coloniale ; introduction à la solidarité autochtone ; protection de l'environnement / Terre-Mère / luttes contre les pipelines.

Plusieurs grandes conférences ont été consacrées aux enjeux de protection de l'eau et de la Terre devant le développement accéléré de l'industrie pétrolière au Canada, conférences au sein desquelles les Mélissa Mollen-Dupuis (Innue, Québec, Idle No More), Clayton Thomas Muller (Cri, Manitoba, Defenders of the Land) et Ben Powless (Mohawk, Ontario, Indigenous Environmental Network) se sont illustrés à quelques reprises. L'événement n'a malheureusement presque pas été couvert par les grands médias.

Pour plusieurs, l'événement aura été une première occasion de discuter avec des militants du Canada et des Premières Nations. Selon le militant de longue date en justice sociale François Saillant : « Si les mouvements sociaux étaient un train, les Premières Nations devraient en être la locomotive. Ce sont eux qui ont les moyens légaux pour arrêter les projets d'oléoducs » (voir Aubin Côté 2014).

* Two Row Wampum Society, Assembly of Se7en Generations, Barrière Lake Solidarity, Caucus autochtone du Forum social des peuples, Commission de la santé, des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, Defenders of the Land, Families of Sisters in Spirit, Femmes autochtones du Québec, Indigenous Environmental Network, Indigenous Peoples' Solidarity Movement of Ottawa.

l'eau, lui envoient un « message de prudence » public (Les Nations innue et mi'gmaq 2014).

Notes

1. Tous les partis politiques fédéraux (à l'exception du Parti conservateur); l'Assemblée nationale du Québec, à l'unanimité, à la suite d'une motion déposée le 25 septembre par la députée de Québec solidaire Manon Massé; l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC); Inuit Tapiriit Kanatami; Femmes autochtones du Québec; la Fédération des femmes du Québec; Amnesty internationale Canada, et plusieurs autres.
2. Une pétition traditionnelle sur papier est organisée par l'AFAC, et une autre est mise en ligne par le Congrès du travail du Canada : <http://www.congresdutravail.ca/centre-daction/justice-pour-les-femmes-autochtones-disparues-et-assassin-es>

Médiagraphie

- APNQL (Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador), 2014 : « Les Premières Nations au Québec sont unies dans leur opposition à l'exploitation minière de l'uranium ». Communiqué de presse CNW Telbec, 25 septembre. <<http://www.newswire.ca/en/story/1417800/les-premieres-nations-au-quebec-sont-unies-dans-leur-opposition-a-l-exploitation-mini-ere-de-l-uranium>>.
- AUBIN CÔTÉ, Marie-Christine, 2014 : « Forum social des peuples : l'heure du bilan. *Le Journal des alternatives*, 29 août. <<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7914>>.
- CEPN (Conseil en éducation des Premières Nations), 2014 : « Le Conseil en éducation des Premières Nations remet en question la crédibilité des résultats d'une étude de l'Institut Fraser ». Communiqué de presse CNW Telbec, 14 août. <<http://www.newswire.ca/fr/story/1398392/le-conseil-en-education-des-premieres-nations-remet-en-question-la-credibilite-des-resultats-d-une-etude-de-l-institut-fraser>>.
- DAVIS, Austin M., 2014 : « Professors united in call for public inquiry into missing and murdered aboriginal women ». *Leader-Post*, 28 août. <<http://www.leaderpost.com/life/Professors+united+call+public+inquiry+into+missing+murdered+aboriginal+women/10154837/story.html>>.
- GABRIEL, Ellen, 2014 : « "Sometimes the law is an ass" ». *Warrior Publications*, 17 août. <<http://warriorpublications.wordpress.com/2014/08/17/sometimes-the-law-is-an-ass/>>.

HELE, Carl, 2014 : « Indigenous Studies explode in Montreal: More than a decade in coming ». *Anishinabeknews.ca*. <<http://anishinabeknews.ca/2014/10/06/indigenous-studies-explode-in-montreal-more-than-a-decade-in-coming/>>.

ITUM (Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam), 2014 : « Consultations sur l'Entente de principe ITUM / Hydro-Québec 2014 : « Oui » à l'entente avec Hydro-Québec mais « Non » au Plan Nord sans notre consentement ». Communiqué de presse CNW Telbec, 1^{er} avril. <<http://www.newswire.ca/fr/story/1332237/consultations-sur-l-entente-de-principe-itum-hydro-quebec-2014-oui-a-l-entente-avec-hydro-quebec-mais-non-au-plan-nord-sans-notre-consentement>>.

NATIONS INNUE ET MI'GMAQ, LES, 2014 : « Les Nations Innue et Mi'gmaq envoient un message de prudence au Grand Chef huron-wendat Konrad Sioui sur le dossier de l'exploitation pétrolière dans le Golfe du Saint-Laurent ». Communiqué de presse CNW Telbec, 18 juillet. <<http://www.newswire.ca/fr/story/1389061/les-nations-innue-et-mi-gmaq-envoient-un-message-de-prudence-au-grand-chef-huron-wendat-konrad-sioui-sur-le-dossier-de-l-exploitation-petroliere-dans->>.

NICHOLLS, Will, 2014 : « Cree perseverance ». *The Nation*, 4 juillet. <<http://www.nationnews.ca/cree-perseverance/>>.

PICARD, Ghislain, 2014 : « Les Premières Nations sont transparentes ». *Le Devoir*, 28 août. <<http://www.ledevoir.com/politique/canada/416972/reddition-de-comptes-les-premieres-nations-sont-transparentes>>.

RENNIE, Steve, 2014 : « Autochtones : le Ministre refuse de parler aux "chefs voyous" ». *La Presse*, 15 mai. <<http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201405/15/01-4767133-autochtones-le-ministre-refuse-de-parler-aux-chefs-voyous.php>>.

TREMBLAY, Jean, 2014 : « Rencontre historique entre Québec et les communautés innues ». *Journal de Québec*, 27 juin. <<http://www.journaldequebec.com/2014/06/27/rencontre-historique-entre-quebec-et-les-communaut-es-innues>>.

Entrevue

ENTREVUE AVEC CLIFTON NICHOLAS, CINÉASTE ET MILITANT MOHAWK,

réalisée par Geneviève Beaudet

GENEVIÈVE BEAUDET – Clifton Nicholas, vous êtes réalisateur de films documentaires, militant au Réseau environnemental autochtone¹ et membre de la Première Nation mohawk de Kanesatake. Récemment, vous avez réalisé et produit deux films documentaires sur l'environnement : *No Fracking Way* (2013) et *The Iron Snake* (2014). Quel est votre parcours personnel ?

CLIFTON NICHOLAS – J'ai fait différents métiers, dont celui de cameraman. J'ai aussi fait une majeure en anthropologie et une mineure en histoire à l'université Concordia, mais j'avais de la difficulté avec la façon dont l'anthropologie et l'histoire parlaient de nous. Malheureusement, je n'ai jamais obtenu mon diplôme car j'ai encore une dette envers l'université ! Mais c'est plus important de faire des films. L'éducation, c'est parfois une « arme à deux tranchants ».

G.B. – Que voulez-vous dire ?

C.N. – Jusqu'à tout récemment, l'éducation offerte aux Premières Nations (PN) était surtout un moyen de forcer notre assimilation culturelle – ce qui est encore le cas avec l'actuel projet de loi du gouvernement Harper. Cette loi devrait être écrite par les PN elles-mêmes, pas par le gouvernement ! Les PN n'ont pas le contrôle de leur système éducatif et, en plus, les subventions du fédéral pour l'enseignement dans la langue traditionnelle ont été coupées. La langue traditionnelle, c'est très important. La déclaration d'excuses du gouvernement concernant les pensionnats autochtones n'est pas suffisante. Après la réconciliation, il faut la réparation. Dire « Je m'excuse », ce n'est pas assez. Il faut se poser la question : « Qu'est-ce que je peux faire pour changer la situation ? »